

**Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!
Guerre populaire jusqu'au communisme!**

Front Patriotique lao

LES PRINCIPALES POLITIQUES DU NÉO-COLONIALISME ET
LES POINTS D'APPUI DE LA « GUERRE SPÉCIALE » DES
ÉTATS-UNIS AU LAOS

1966

Au cours des années écoulées, pour se donner des points d'appui dans leur « guerre spéciale », les impérialistes américains ont attaché une très grande importance à l'édification et à l'utilisation de l'administration et de l'armée fantoches, à la pacification et au contrôle de la population par des opérations de ratissage et par un plan de concentration massive sous des formes camouflées, à la mise à profit du caractère complexe du problème des nationalités au Laos pour promouvoir la politique de division des différentes ethnies, et à la mise sur pied des « Forces Spéciales » dans les régions habitées par les minorités ethniques. Ce sont là les principales politiques du néo-colonialisme des États-Unis au Laos.

1. L'ADMINISTRATION FANTOCHE

Après la conclusion des Accords de Genève de 1954, le Laos est

devenu un pays souverain. L'appareil d'État légué par les Français bien qu'il fût un produit du colonialisme, était pourtant nominalement le gouvernement d'un État souverain. Au cours de la lutte entre le mouvement patriotique du peuple Lao d'une part et les agresseurs américains et leurs agents d'autre part, à certains moments, ces derniers ont été amenés à accepter des reculs temporaires et l'on a vu la formation de gouvernements où étaient inclus des hommes plus ou moins partisans de la paix et de la neutralité, ou de gouvernements de coalition avec participation des forces patriotiques Lao.

Aussi, la politique des impérialistes américains au cours de la période écoulée se présente-t-elle sous deux aspects : d'une part, à la faveur de la forme et du semblant de légalité, et de la faiblesse de l'ancien appareil d'État, mettre sur pied sous divers camouflages des gouvernements pro-américains et en faire des gouvernements à leur dévotion ; d'autre part, recourir à toutes sortes de manœuvres perfides pour contrôler, saper et renverser les gouvernements qui, à leurs yeux, constituent plus ou moins des obstacles à leur politique d'intervention et d'agression, les gouvernements de coalition où sont représentées les forces patriotiques. Dans les deux cas, les États-Unis, cherchent à atteindre leur but en comptant sur le pouvoir que leur confère l'«aide» U.S. et sur les conseillers américains, et en se servant des forces réactionnaires fantoches qu'ils ont enfantées et entretiennent.

La pénétration américaine au Laos qui était déjà effective avant la défaite française en Indochine, a permis aux États-Unis de soudoyer progressivement une partie des agents des colonialistes français pour en faire leurs propres agents et, en même temps, de recruter de nouveaux valets.

Au cours des douze années d'agression subséquentes, en gratifiant leurs agents d'intérêts économiques et en les plaçant à des postes importants de l'administration fantoche, ce qui leur donne toute possibilité pour se livrer librement à la malversation, à la corruption et aux opérations mercantiles, les États-Unis ont créé au Laos des groupes de bourgeois compradores, de hauts fonctionnaires

réactionnaires et d'officiers supérieurs fantoches, étroitement liés à eux par leurs intérêts, les servant avec dévotion et constituant ce que l'on appelle communément la partie de droite. Telle est la base sociale des administrations fantoches successivement mises sur pied par les États-Unis.

S'appuyant sur les forces fantoches les impérialistes américains ont par trois fois depuis douze ans usé de pressions politiques et économiques pour renverser des gouvernements qui avaient mené des négociations de paix avec les forces patriotiques, et par deux fois usé de violence pour saper et renverser des gouvernements de coalition auxquels participaient les forces patriotiques.

Ils ont successivement mis sur pied six gouvernements fantoches pour faire face aux nouveaux développements du mouvement patriotique du peuple Lao aussi bien que pour répondre aux nouvelles exigences de leur politique d'intervention et d'agression. Ces faits illustrent les efforts continus des États-Unis dans l'édification et l'utilisation de l'administration fantoche en tant que point d'appui et instrument à leur usage. Comme l'hebdomadaire France Observateur du 28 février 1957 l'a souligné, l'écroulement de Vientiane entraînera celui de Bangkok, c'est pourquoi Vientiane reste aux yeux des États-Unis une clef qu'ils doivent garder en y maintenant un gouvernement à leur dévotion.

Pour réaliser leurs objectifs néo-colonialistes, les impérialistes américains ont mis à profit la forme et le semblant de légalité de l'ancien appareil d'État légué par la France pour camoufler les gouvernements à leur solde sous des enseignes trompeuses d'« indépendance », de « nationalisme », de « démocratie ».

Tous ces gouvernements fantoches, depuis le premier gouvernement pro-américain Katay Don Sasorith jusqu'aux gouvernements réactionnaires Phoui Sananikone et Boun Oum - Phoumi Nosavan et l'actuel gouvernement fantoche de Vientiane « présidé » par le Prince Souvanna Phouma, se disent « nationaux » et usurpent le titre de représentant de la souveraineté et de l'indépendance du Laos. Pour se

donner une façade de démocratie, ils ont aussi organisé des « élections » et fait élire des « Assemblées Nationales ».

Pour donner à leurs agents une nouvelle couche de vernis, les États-Unis ont conclu avec eux des accords bilatéraux et leur ont permis de mener des négociations diplomatiques et de signer des accords avec leurs alliés et satellites.

Ces dernières années, les États-Unis et leurs agents ont usé de stratagèmes de plus en plus perfides. Après avoir incité la clique militariste d'extrême droite de Kouprasith Abhay à fomenter le putsch d'avril 1964 contre le Gouvernement d'Union nationale formé sur la base des accords tripartites de 1961 et 1962, ils ont appliqué la méthode dite du « contenu nouveau dans une vieille bouteille », et mis sur pied un nouveau gouvernement fantoche qui usurpe le titre de « gouvernement d'union nationale ».

Mettant à profit la position de capitulation et de connivence du Prince Souvanna Phouma, ils l'ont maintenu au poste de « premier ministre » nominal dans ledit gouvernement et, par son truchement, ils ont procédé à des « remaniements ministériels » qui visent en fait à écarter du gouvernement les Ministres et Secrétaires d'État du Nec Lao Haksat et les Ministres et Secrétaires d'État neutralistes patriotes, lesquels sont remplacés par des éléments pro-américains. Ce soi-disant « gouvernement d'union nationale » n'est en fait qu'un gouvernement de coalition entre les groupements pro-américains comme la clique de Phoui Sananikone – Kouprasith Abhay, la faction de Phoumi Nosavan, etc.

Par la suite, ils ont monté la farce des « élections restreintes » pour élire une nouvelle « Assemblée Nationale » et fait investir ledit gouvernement par cette « Assemblée » pour passer une nouvelle couche de vernis sur l'administration fantoche.

Mais, toutes ces enseignes trompeuses et toutes ces manœuvres perfides se sont avérées impuissantes à cacher le vrai visage de

fantoches et de traîtres des agents à la solde des États-Unis. Leur « souveraineté » et leur « indépendance » ne sont qu'une apparence ; ils ne vivent que grâce au dollar et se trouvent plongés dans une situation critique à chaque réduction ou suspension de l'aide U.S.

Il en est résulté que « tout, au Laos, dépend des Américains » pour reprendre une remarque du journal français Le Figaro dans son numéro du 4 décembre 1960. Et les fantoches ne sauraient suivre de politique extérieure indépendante ni de politique intérieure démocratique.

Si les agents des États-Unis parlent de « paix » et de « neutralité », c'est uniquement à des fins démagogiques et pour camoufler leurs actes de trahison.

La « paix » et la « neutralité » telles qu'ils les entendent sont une « paix » et une « neutralité » qui impliquent l'acceptation de « l'aide » assortie de conditions américaines, la reconnaissance du fait que « non seulement le Laos, mais également les autres pays de l'Asie du Sud-Est se trouvent dans la zone de l'O.T.A.S.E. » ; c'est aussi la requête adressée à l'O.N.U. pour l'envoi d'une « force d'urgence » et celle qui a été adressée à l'O.T.A.S.E. pour l'envoi d' « observateurs » au Laos.

Ce sont les accords bilatéraux conclus avec les États-Unis pour servir de bases juridiques aux activités de sape et d'agression U.S. ; ce sont les négociations et accords de « coopération » avec la Thaïlande et le Sud-Vietnam pour une alliance militaire secrète avec les satellites des États-Unis et des arrangements permettant la pénétration au Laos de leurs alliés.

Telle est la vraie nature de la politique extérieure des fantoches, une politique extérieure attelée au char américain sous l'enseigne de « neutralité ».

Les fantoches parlent souvent de liberté et de démocratie, mais en réalité, ils ont institué un régime chaque jour plus dictatorial et plus

militariste.

Ils n'ont jamais appliqué, pis encore, ils ont annulé les dispositions des Accords de Genève de 1954 garantissant les libertés démocratiques et interdisant toute discrimination et toutes représailles vis-à-vis des anciens résistants. Les droits civiques et les libertés démocratiques fondamentales qui, grâce à la lutte des forces patriotiques et démocratiques au Laos, ont été inscrits dans les accords de Vientiane de 1957, la Constitution amendée de 1957 et le programme politique de 1962 du Gouvernement d'Union nationale tripartite sont toujours restés lettre morte.

Les fantoches ont poursuivi, emprisonné et massacré des milliers d'anciens résistants sans aucun jugement.

Dans le New York Herald Tribune du 6 septembre 1959, le journaliste américain J. Alsop a reconnu que ces actes de terreur avaient été commis « avec l'accord des États-Unis et étaient souvent le résultat de propositions américaines ». Le journal britannique News Chronicle du 31 juillet 1959 a également fait remarquer que « les Accords de Genève stipulent qu'au Laos les libertés démocratiques doivent être garanties, mais celles-ci sont en train d'être foulées aux pieds ».

Pour renforcer leur mainmise sur la population, les fantoches ont accentué progressivement le caractère policier et militariste de l'appareil administratif depuis l'échelon provincial jusqu'à l'échelon communal. Ils ont décrété à plusieurs reprises l'état d'urgence dans des régions déterminées ou dans tout le pays. Depuis la montée au pouvoir de la clique de Phoumi Nosavan, la Direction Nationale de Coordination (D.N.C.), une organisation de policiers et d'agents secrets, dirigé par le général Siho Lanephouthakoul, a régné en maître à Vientiane et dans d'autres villes.

Les prétendues « élections » et « Assemblées Nationales » ne désignent en fait que des élections anti-démocratiques organisées pour élire des « Assemblées Nationales » d'une minorité représentant les

intérêts des groupes de militaristes, de bourgeois compradores et de hauts fonctionnaires réactionnaires.

Ils ont dépensé des dizaines de millions de « kips », utilisé des procédés frauduleux et sont allés même jusqu'à mobiliser l'appareil administratif, la police et l'armée pour s'assurer le maximum de voix dans les « élections » qu'ils organisent. Ils ont mis en oeuvre des mesures de contrôle et de répression des électeurs, allant même jusqu'à se livrer à des actes de terreur et d'assassinat contre les candidats pour empêcher la victoire des forces patriotiques et démocratiques aux élections complémentaires de 1958 organisées aux termes des accords de Vientiane de 1957, avec la participation du Neo Lao Haksat et du Parti de la Paix et de la Neutralité.

En 1965, les éléments pro-américains à Vientiane ont organisé les prétendues « élections restreintes » où les électeurs se composaient uniquement de fonctionnaires, de policiers, d'officiers, d'industriels et de commerçants, pour élire une nouvelle « Assemblée Nationale » sur la base de l'« Assemblée Nationale » de 1960 de la clique de Phoumi Nosavan. Ce n'était là qu'un simulacre de démocratie, une occasion pour les groupes pro-américains de procéder à une redistribution des sièges dans la dite « Assemblée Nationale ».

Par ailleurs, les gouvernements baptisés « nationaux » ne sont en réalité que des gouvernements dont les membres sont choisis d'avance par le Département d'État américain et la Central Intelligence Agency.

A propos de ces gouvernements, la presse aussi bien américaine qu'occidentale a fait ressortir que : « Au cours des cinq dernières années, les États-Unis ont déversé 300 millions de dollars d'aide militaire et économique au Laos pour y mettre sur pied une série de gouvernements anti-communistes » ; « ce sont eux (les Américains) qui font et défont les gouvernements (au Laos) ».

Parlant du gouvernement Phoui Sananikone, le New York Herald Tribune du 15 septembre 1959 s'est exprimé en des termes encore plus

concrets :« L'administration Eisenhower a usé de son influence pour créer l'actuel gouvernement anti-communiste ».

Pour ce qui est du gouvernement Boun Oum - Phoumi Nosavan, le journal indien National Herald du 5 janvier 1961 a fait remarquer : « C'est un régime entièrement impopulaire qui ne subsiste que grâce aux armes et fournitures américaines... s'il doit compter uniquement sur lui-même, il ne pourra pas se maintenir, ne fût-ce qu'une semaine ».

Le Journal de Genève du 6 décembre 1960 est plus précis encore : « En Asie, les services américains poursuivent leur action sur la lancée des directives périmées de M. Foster Dulles... ; les services américains ont cherché un homme fort, et ils ont trouvé le général Phoumi Nosavan ; ils l'entretiennent, lui fournissent des armes et du matériel dans sa capitale rebelle de Savannakhet ».

L'hebdomadaire français La Tribune des Nations a écrit le 6 janvier 1961 :« Les dizaines de millions de dollars versés chaque année au Laos par les États-Unis au titre de l'aide à l'étranger deviennent du coup des « fonds secrets ». L'I.C.A. (International Cooperation Administration) continue de prêter son nom, mais l'utilisation de ses crédits appartient désormais aux hommes de la C.I.A. (Central Intelligence Agency) ».

A en juger par leurs actes, tous les gouvernements fantoches de création américaine au cours des douze années passées se révèlent comme des instruments efficaces au service de la guerre d'agression néo-colonialiste américaine au Laos.

Ce fut le premier gouvernement pro-américain Katay Don Sasorith qui alluma les flammes de cette guerre. Par la suite, le gouvernement Boun Oum - Phoumi Nosavan l'ont poursuivie et intensifiée, en portant les crédits de guerre à un niveau sans précédent.

Quant à l'actuel gouvernement fantoche de Vientiane, il a foulé aux pieds les Accords de Genève de 1962 et les accords tripartites, torpillé

les négociations de paix tripartites et aidé les États-Unis à étendre la guerre ; en particulier, il a été de connivence avec les Américains pour la participation directe de l'U.S. Air Force aux bombardements contre la zone libérée du Laos.

Le Prince Souvanna Phouma, « premier ministre » nominal de ladite administration, qui s'est profondément enfoncé dans la voie de la capitulation et de la connivence avec les États-Unis et de la trahison des vrais intérêts de la partie neutraliste et de la Nation, a perdu toute capacité d'être Premier Ministre du Gouvernement d'Union nationale tripartite et représentant de la partie neutraliste, cela en dépit de ses efforts pour s'accrocher à ces titres.

En bafouant ouvertement la souveraineté nationale et le principe d'unanimité des trois parties au sein du Gouvernement d'Union nationale, le Prince Souvanna Phouma a docilement laissé les États-Unis et la droite Lao se servir de son titre de « Premier Ministre du gouvernement Lao » pour donner une couverture légale à leurs activités de sape. Il a lui-même jeté le masque et s'est avéré être un simple acolyte des États-Unis en déclarant au Time Magazine du 19 décembre 1964 : « Les forces des États-Unis et de la Thaïlande, si elles sont engagées (au Laos), ne feraient que défendre la liberté contre la subversion communiste dans l'Asie du Sud-Est ». Cette déclaration ne vise à rien d'autre qu'à préparer l'opinion publique et à frayer la voie à l'envoi de troupes des États-Unis et de leurs satellites pour participer aux hostilités au Laos.

Le 22 juin de cette année, 4e anniversaire de la formation du Gouvernement d'Union nationale tripartite, le Prince Souphanouvong, Vice-Président du Conseil dudit gouvernement et Président du Comité Central du Neo Lao Haksat, les Ministres et Secrétaires d'État du Neo Lao Haksat, les Ministres et Secrétaires d'État neutralistes patriotes ont publié une déclaration commune condamnant sévèrement en ces termes le régime fantoche de Vientiane. « L'actuelle administration de Vientiane, « présidée » par le Prince Souvanna Phouma, a été dotée d'une apparence d'« indépendance », de « neutralité » et de « coalition

» dans le but de tromper l'opinion publique et de dissimuler ses actes de trahison... L'administration fantoche de Vientiane a poursuivi des politiques intérieure et extérieure en complète contradiction avec le programme politique du Gouvernement d'Union nationale tripartite; elle a trahi les aspirations de notre peuple à la paix et à la neutralité et vendu la souveraineté et l'indépendance du pays... C'est par essence une administration illégale, une administration 100% fantoche à la solde des États-Unis, un instrument principal de la « guerre spéciale » U.S. au Laos, elle n'a absolument pas qualité pour représenter le peuple Lao ».

Cette sévère critique de l'actuelle administration fantoche de Vientiane peut être considérée comme une appréciation très juste, applicable à toutes les administrations fantoches mises sur pied au Laos par les impérialistes américains au cours de ces dernières années.

2. L'ARMÉE FANTOCHE

Depuis 1954, l'armée de mercenaires de création française a subsisté à côté de l'ancienne machine administrative, sous l'appellation d'« armée nationale » du Laos. Malgré cette appellation, elle n'a été qu'un « fonds » légué par un colonialisme vaincu, d'où sa faiblesse et son caractère de dépendance.

Profitant d'un tel état de choses, les impérialistes américains tout en étendant leur mainmise sur la machine administrative, ont cherché à s'assurer le contrôle de cette armée et à en faire une armée de mercenaires à leur solde ; en même temps, ils ont pris soin de conserver le camouflage sous l'appellation d'« armée nationale ». Ils ont déversé au Laos des centaines de millions de dollars et des centaines de milliers de tonnes d'armements et de munitions pour édifier cette armée, mais toutes ces prodigalités ne font que traduire les calculs colonialistes de l'ancien Vice-Président des États-Unis R. Nixon selon lesquels « l'entretien d'un soldat « allié » coûte 5 fois

moins cher que celui d'un G.I. ».

Dès 1955, les impérialistes américains ont progressivement étendu leur mainmise sur cette armée par le truchement de l'aide militaire directe. En juillet 1959, sous la pression des États-Unis la France et l'administration pro-américaine ont publié un communiqué conjoint donnant aux États-Unis le droit d'envoyer ouvertement des conseillers militaires pour l'entraînement des forces armées fantoches au Laos et d'équiper celles-ci de toutes sortes d'armements, ouvrant ainsi largement la porte à la pénétration américaine au Laos.

Le communiqué conjoint franco-lao a consacré l'élimination de l'influence française au Laos, en premier lieu, sur le plan militaire. Cela a eu pour effet de provoquer des propos amers dans la presse française : « Profitant d'une situation trouble et incertaine, les Américains entendent éliminer définitivement les militaires français pour « prendre en main » la formation d'une nouvelle armée laotienne » ; « la position de la France au Laos n'était discutée par personne, même par les Laotiens ; les Américains semblent pourtant bien décidés à évincer les Français du Laos et n'en font pas mystère ; dans tous les domaines, assistance militaire, assistance technique, assistance culturelle, les Américains se préparent à prendre une succession qui semble déjà ouverte ; en principe, l'Amérique n'a pas le droit d'avoir des experts dans les Ministères laotiens, ceux-ci devant être de langue française ; en fait, dans tous les Ministères importants, on trouve des fonctionnaires américains, conseillers personnels des Ministres, » « dont le rôle consiste, avant tout, à doubler les experts français qui y travaillent ; une offensive sournoise a été lancée pour évincer les Français ».

Par ailleurs, le communiqué tend à justifier la présence des conseillers militaires américains au Laos et l'introduction d'armements américains dans ce pays. Depuis lors, les impérialistes américains ont pris entièrement en main l'entraînement, l'équipement et le commandement de l'armée fantoche, porté rapidement le nombre de conseillers et experts militaires des États-Unis et des pays satellites de quelques

centaines à plusieurs milliers et introduit massivement toutes sortes d'armes modernes au Laos.

Après la publication du communiqué conjoint franco-lao et comme suite à la décision d'octroyer une aide militaire urgente au gouvernement Phoui Sananikone en 1959, les États-Unis ont rapidement doté l'armée fantoche de nouveaux équipements américains en remplacement d'équipements français surannés. D'après le Bulletin de Paris du 13 décembre 1959, les États-Unis ont fourni à l'armée fantoche « des matériels, sinon ultra-modernes, du moins parfaitement adaptés à des guerres locales dans la jungle... ». F. Robertson, envoyé spécial du journal britannique Daily Telegraph, a écrit le 21 septembre 1959 que « les armements de tous genres actuellement utilisés dans les camps d'entraînement, y compris les armes lourdes, sont de fabrication américaine ».

A partir de 1960, date à laquelle les hostilités au Laos avaient pris une grande extension, les États-Unis ont établi les ponts aériens Bangkok-Savannakhet, Bangkok-Vientiane pour ravitailler en armes les troupes de Phoumi Nosavan. Au cours de l'attaque de Vientiane, celles-ci ont mis en action des canons de 105mm, des mortiers de 120 mm, des tanks lourds, des canots blindés et des hélicoptères « Sikorsky » de fabrication américaine qu'elles ne possédaient pas auparavant.

Vers le milieu de 1963, prenant prétexte d'une prétendue « demande du Prince Souvanna Phouma » pour justifier leurs actes de violation des Accords de Genève de 1962, les États-Unis ont ouvertement fourni aux forces armées de la droite et aux réactionnaires dans les rangs des troupes neutralistes des dizaines de milliers de tonnes d'armements, de munitions et d'autres matériels de guerre, dont des mitrailleuses de différents types, des mortiers et des canons de 105 mm, qui serviront aux attaques d'empiètement de grande envergure dans la région de la Plaine des Jarres et de Xiengkhouang. Par ailleurs, ils ont établi un pont aérien Bangkok-Vientiane desservi par des appareils de la compagnie Air America.

Ces dernières années, ils ont encore fourni à l'armée fantoche des dizaines d'avions de combat T. 28 et d'avions de transport militaire, portant le nombre d'avions de tous types de cette armée de 30 environ à près de 100.

Dès 1955, les États-Unis se sont servi des fonds d'aide pour pourvoir directement à la rémunération de cette armée de mercenaires, et avec des salaires assez élevés destinés à stimuler la combativité des soldats et de faciliter l'enrôlement de nouvelles recrues. Ils ont réservé un traitement privilégié aux officiers afin de les tenir bien en main et, par leur intermédiaire, de contrôler toute l'armée de mercenaires. Ils ont annuellement choisi de nombreux officiers subalternes et supérieurs, leur offrant des voyages de perfectionnement ou d'études aux États-Unis et dans les pays satellites. Dans son numéro du 13 février 1961, la revue américaine *Life* a fait cette constatation : « Dans un pays où le revenu annuel par tête d'habitant est d'environ 50 dollars au maximum, un soldat de 2^e classe gagne pourtant 130 dollars par an plus la nourriture, et un officier de 800 à 3.000 dollars, sans compter d'autres avantages qui peuvent englober maison et voiture ».

Avec des dollars, des armements et des conseillers militaires, les États-Unis ont porté l'effectif des forces armées de la partie pro-américaine de 25.000 hommes à la fin de 1955 à 44.000 hommes à la fin de 1960 et à près de 70.000 hommes à la fin de 1965, soit un rythme d'accroissement de l'ordre de 1,8 à 2,8 en l'espace de dix ans. Ces forces comprennent environ 50.000 hommes de l'armée régulière (5 groupements mobiles, 2 groupements de parachutistes, 37 bataillons d'occupation, 15 bataillons motorisés, artillerie, génie et un certain nombre spécialisées et techniques), 2,004 hommes de la police et près de 20.000 bandits et commandos des « Forces Spéciales » organisées et commandées par les Américains eux-mêmes.

Par ailleurs, il y a les forces armées du général Kongle qui souvent usurpent le titre d'« armée de la partie neutraliste ». Il s'agit là d'une partie des militaires partisans de la paix et de la neutralité dans l'armée de la partie pro-américaine qui avaient fait le coup d'État d'août 1960.

Mais, par la suite, sous la pression des États-Unis et de la droite qui les soudoyaient, ravitaillaient et contrôlaient, ces hommes s'étaient peu à peu détachés des forces neutralistes pour devenir un « appendice » des forces réactionnaires. Cette force dispose actuellement d'environ 11.000 hommes. En comptant cet effectif, les États-Unis possédaient déjà à la fin de 1965 une armée de mercenaires de plus de 80.000 hommes.

Activement édiflée par les Américains, cette armée qui ne comprenait auparavant que des unités d'infanterie, s'est vue doter depuis fin 1965 d'autres formations : forces motorisées (4 bataillons équipés de tanks de 18 tonnes), artillerie (4 bataillons et 7 compagnies), génie (7 bataillons et 5 compagnies), forces « navales » (5 compagnies de navires fluviaux) et forces aériennes avec une centaine d'appareils de divers types. Ces forces aériennes, bien qu'encore faibles, ont déjà activement opéré en coordination avec l'U.S. Air Force dans les bombardements contre la zone libérée. Ces faits prouvent que les États-Unis ont déployé des efforts continus pour édifier et utiliser l'armée de mercenaires comme point d'appui et comme instrument à leur usage.

Les impérialistes américains ont aussi fait de grands efforts pour donner à cette armée une enseigne d'« armée nationale», mais ils ne sont pas arrivés à cacher son caractère d'armée de mercenaires. L'armée fantoche est entièrement équipée, commandée et payée par Washington qui décide de son édification et de l'accroissement ou de la réduction de ses effectifs. C'est ce qui ressort clairement des détails révélés par le rapport de 1959 du Congrès américain sur l'aide U.S. au Laos ; le rapport a précisé en effet que de l'avis des militaires américains, des effectifs de 12.000 à 15.000 hommes auraient suffi pour cette armée, « mais le Département d'État sous J.F. Dulles avait insisté sur le chiffre de 25.000 hommes, lequel était porté par la suite à 29.000 ».

En tant qu'organisation armée permanente pour des attaques contre les forces patriotiques et pour la répression du peuple cette armée de

mercenaires a joué le rôle d'un instrument efficace au service de la politique traditionnelle extrêmement perfide du colonialisme qui consiste à « se servir des Lao pour combattre les Lac », au service de la « guerre spéciale » des États-Unis. En outre, elle est un moyen de violence souvent utilisé par les diverses factions fantoches pour se disputer le pouvoir et s'évincer les unes les autres.

A ce sujet, le journal français Le Monde du 27 février 1961 a cité un exemple concret : « Abondamment approvisionnées en matériel par la Thaïlande - elle-même alliée des États-Unis dans le cadre de l'O.T.A.S.E. - instruites par des officiers yankees, les troupes du général Phoumi Nosavan ont installé à Vientiane un cabinet présidé par le Prince Boun Outil qui avait reçu l'investiture du Parlement dans des conditions sur la légitimité desquelles tout le monde n'est pas d'accord ».

Depuis longtemps, pour renforcer l'armée de mercenaires qui, malgré son effectif pléthorique, manquait de combativité, les impérialistes américains, faisant fi des Accords de Genève, ont introduit au Laos un grand nombre d'unités de troupes et de groupes de commandos des pays satellites.

Pendant la période antérieure à la conclusion des Accords de Genève de 1962, les États-Unis ont introduit au Laos 3.500 hommes de troupes thaïlandaises, 3.000 hommes des débris de l'armée tchiangkaichiste ainsi que des unités spécialisées et des groupes de commandos de l'administration fantoche du SudVietnam pour coopérer avec les troupes fantoches Lao, particulièrement lors de l'attaque de Vientiane et au cours des combats dans le Haut-Laos en 1961-1962.

Dans une lettre adressée le 9 novembre 1962 à la C.I.C. au Laos, le Haut Commandement des Forces Armées du Neo Lao Haksat a fait ressortir qu'après la conclusion des Accords de Genève de 1962, les États-Unis n'avaient pas retiré du Laos toutes les forces en question. L'enquête menée par la C.I.C. en décembre 1962 dans la région de Houeisai (Haut-Laos) a permis de découvrir des preuves sur la

présence des débris de l'armée tchiangkaichiste dans cette région après le 7 octobre 1962. A l'heure actuelle, environ 600 hommes des débris de l'armée tchangkaichiste continuent à se livrer clandestinement à des actes de banditisme et à des raids de commandos dans le Haut-Laos.

Les États-Unis continuent d'introduire au Moyen et au Bas-Laos de nombreux commandos des « Forces Spéciales » de Saïgon, aux fins d'activités de sape dans la zone libérée du Laos ; ces groupes ont pour tâche de guider les activités des forces aériennes américaines et sud-vietnamiennes et de préparer le terrain pour la mise en oeuvre du plan d'introduction de forces terrestres américaines dans le Sud du Laos. Le 28 septembre 1964, M. Phoumi Vongvichit, Ministre de l'Information, de la Propagande et du Tourisme du Gouvernement d'Union nationale tripartite Lao et Représentant du Neo Lao Haksat à la Commission nationale chargée de l'application des Accords de Genève de 1962, a adressé un télégramme à la C.I.C. au Laos pour dénoncer les activités des commandos sud-vietnamiens au Moyen et au Bas-Laos, en y joignant des preuves concrètes sur les groupes de commandos sud-vietnamiens capturés par les forces armées patriotiques et la population locale vers le milieu de 1964.

Dans ses aveux faits le 15 août 1964, le sous-lieutenant Vo Thanh né en 1941 à Quang Nam (Sud-Vietnam, n° de matricule 238.263, chef d'un des groupes de commandos sud-vietnamiens en question) a écrit : « Le 30 juin 1964, à 22 heures, nous reçûmes l'ordre du colonel (américain) Leonard et du colonel (sudvietnamien) Lam Son, commandant le centre de commandos de Nha Trang, de nous faire parachuter sur la région de Muong Nong (Muong Phine-Laos) aux fins d'activités de reconnaissance et de commando... Nous savons que nous avons mal agi. En nous livrant à des activités d'espionnage et de commando au Laos pour le compte des Américains, nous sommes allés à l'encontre du droit international et des Accords de Genève, et nous sommes coupables vis-à-vis du peuple Lao ».

Selon la déclaration du 25 juin 1965 du porte-parole du Comité central du Neo Lao Haksat, les autorités thaïlandaises, sur l'ordre des États-

Unis, ont introduit de nouvelles unités d'infanterie et d'artillerie dans les régions occidentales de la province de Xiengkhouang et dans un certain nombre de localités au Moyen et au Bas-Laos. Ces unités thaïlandaises ont accompli des missions de couverture des arrières et d'appui aux unités des forces armées fantoches Lao dans les attaques contre la région de Phoukout (Xiengkhouang) et au cours des récentes campagnes au Moyen et au Bas-Laos.

Parallèlement à l'introduction au Laos d'unités de combat et de groupes de commandos de leurs satellites, les États-Unis y ont fait venir également des milliers de conseillers et d'experts militaires thaïlandais, sud-vietnamiens, philippins, japonais..., dont la mission consiste à participer de concert avec les conseillers américains à l'organisation et à l'entraînement de l'armée fantoche, aux activités d'espionnage et à la construction de bases militaires secrètes U.S. au Laos. Après la conclusion des Accords de Genève de 1962, les États-Unis continuent de maintenir au Laos un nombreux personnel militaire étranger : - Environ 500 experts militaires thaïlandais travaillent dans les branches techniques et se chargent de l'organisation et de l'entraînement des espions-commandos des forces armées de la partie pro-américaine ;

- Environ 400 experts philippins des services de renseignements et de logistique sont en activité dans des organisations dénommées « brigades de secours » et « brigades sanitaires » ;

- Environ 300 militaires japonais participent à la construction d'une base militaire secrète sur le Plateau des Bolovens ;

- Un détachement d'officiers sud-vietnamiens près le Commandement de la partie pro-américaine pour le Sud-Laos et de nombreux experts des services de renseignements et de transmissions et des artilleurs sud-vietnamiens opèrent en civil dans les régions de Savannakhet et de Paksé.

Par ailleurs, vers le milieu de 1964, les autorités indiennes, à

l'instigation des impérialistes américains et ne faisant aucun cas de leurs fonctions de Président de la C.I.C. au Laos, ont introduit dans ce pays plus de 40 militaires indiens sous l'enseigne de « corps de santé militaire ».

Le maintien et l'introduction illégaux au Laos d'unités de combat, de groupes de commandos et de personnel militaire des pays satellites entrent dans le cadre des efforts continus faits par les États-Unis pour édifier et renforcer leur armée de mercenaires. A l'heure actuelle, ils continuent de fournir à celle-ci de nouveaux équipements et de la développer par la création de nouvelles formations de manière à en faire une puissante armée au service de leurs nouveaux plans de guerre.

3. LA POLITIQUE DITE DE PACIFICATION ET LE PLAN DE CONCENTRATION DES POPULATIONS

L'une des questions vitales de la « guerre spéciale » consiste à contrôler la population, à pacifier et à étendre la zone sous contrôle de l'administration fantoche, à freiner le développement du mouvement de lutte patriotique et à rétrécir la zone libérée des forces patriotiques.

La politique de force restant leur politique fondamentale, les impérialistes américains et leurs agents se sont servi en premier lieu de l'armée de mercenaires comme instrument de contrôle et de répression de la population et de pacification de la zone sous leur contrôle. C'est pourquoi, à côté des attaques d'empiètement contre la zone libérée, les opérations de ratissage et de pacification sont devenues l'une des mesures principales et un aspect de la « guerre spéciale ».

On peut dire que, ces dernières années, la zone sous contrôle de l'administration pro-américaine a été quasiment tous les mois le théâtre d'opérations de ratissage et de « pacification », soit dans une région particulière, soit dans plusieurs régions à la fois.

Depuis la montée au pouvoir de la clique de Phoui Sananikone en 1958, les opérations de ratissage et de « pacification » se sont multipliées. En faisant encercler et attaquer les bataillons du Neo Lao Haksat et en étendant la guerre, le gouvernement Phoui Sananikone a ouvertement proclamé que ses forces armées « avaient effectué des opérations de ratissage dans tout le Laos ». Sur leur passage, les mercenaires incendiaient, pillaient, racolaient de nouvelles recrues et procédaient à la concentration de la population. Dans de nombreuses régions, « le gouvernement Phoui Sananikone a appliqué la politique des « trois tout », c'est-à-dire « tout incendier, tout détruire, tout massacrer » et ses troupes ont réduit en cendres de nombreux villages et massacré tous leurs habitants sans même épargner les vieillards et les enfants comme dans les provinces de Phongsaly, de Luang Prabang... »

De nombreuses opérations de ratissage ont été menées sous le commandement personnel de conseillers américains. Dans un message adressé au peuple Lao en mai 1960, le Comité Central du Neo Lao Haksat a dénoncé le fait suivant :

« Des conseillers américains, tenant leur quartier à Pak Kading, dirigeaient les opérations de ratissage dans le district de Khamkeut (Khammouane) en janvier 1960; le 26 février 1960, l'attaché militaire de l'Ambassade américaine à Vientiane s'est rendu par avion à Khammouane pour y diriger la campagne de ratissage ; le général Amkha Soukhavong, commandant des opérations de répression dans le Bas-Laos, était assisté d'un commandant américain ».

Au cours des quatre dernières années, l'armée fantoche a lancé des centaines d'opérations de ratissage, grandes et petites, soit en moyenne une vingtaine par mois, avec la participation d'effectifs allant de 1-2 compagnies à 1-2 bataillons. Rien qu'en 1965, l'on a dénombré 50 opérations relativement grandes avec participation d'un bataillon et plus.

Il y a eu de grandes opérations prolongées mettant en action des effectifs allant d'un groupement mobile à plus de 10 bataillons avec appui de l'aviation. Par exemple, les opérations lancées dans la région riveraine du Sékong (Attopeu) en juillet 1963, dans la région de Lao Ngam (Sud-Ouest de Saravane) en septembre - octobre 1963, au Nord de Vientiane en août-septembre-octobre 1964, au Nord de Dong Hene et de Phalane (route n° 29 - Savannakhet) en mai et en août 1965, dans la région de Hongsa-Xieng Loin (Nord de Sayagoury) en septembre-octobre-novembre 1965.

De nombreuses régions ont été violemment ratissées plusieurs fois de suite : Nord de Sayaboury, Nord de Vientiane, Nord et Sud de la route Ne 9 dans son tronçon occidental, région de Lao Ngam, régions de Phiafay et de Khong (Sud de Paksé)...

Les opérations de ratissage sont toujours accompagnées de mesures visant à la concentration de la population qui sont souvent appliquées dans des régions marquées par un grand essor du mouvement patriotique populaire. L'armée rafle et concentre les habitants dans les périmètres étroitement contrôlés par l'administration fantoche ou près des postes pour mieux les surveiller et couper toutes leurs relations avec le mouvement patriotique. Sous le régime de Phoui Sananikone, dans les derniers mois de 1959 et rien que dans les régions de Samneua et de Luang Prabang, 7.000 personnes ont été victimes des mesures de concentration; dans les premiers mois de 1960, près de 2.400 familles ont été refoulées vers les alentours de postes militaires.

Mais, du fait de leur caractère de contrainte et de violence, les mesures de ratissage et de concentration se heurtent inévitablement à une opposition par la violence de la population. Au cours de la période écoulée, il y a eu de violents soulèvements de la population des régions sous contrôle de l'administration proaméricaine contre les opérations de ratissage et de concentration.

C'est pourquoi, à côté des mesures de violence, les impérialistes américains et leurs agents ne peuvent pas manquer de s'attacher à

renforcer les mesures politiques et économiques pour pouvoir contrôler la population et se gagner des régions rurales peuplées et riches. A ce sujet, après avoir critiqué l'aide U.S. au Laos pour n'avoir réussi à mettre sur pied qu'une piètre armée de mercenaires, la presse américaine a donné aux services U.S. au Laos des conseils en ces termes :

« Les Etats-Unis auraient pu contrôler et conserver les régions rurales... Pour bien faire dans un pays comme le Laos, il est indispensable de s'adapter au terrain, d'avoir des contacts avec les régions rurales et les faire développer... Un peu d'aide économique aux régions rurales peut être une arme aussi efficace que des fusils et beaucoup plus efficace que des tanks...»

Ces « suggestions » de la presse américaine montrent clairement que le néo-colonialisme américain considère les dollars de l'aide comme une arme de conquête du peuple et de contrôle de vastes régions rurales du Laos. Tels sont l'objectif et l'essence du prétendu « programme de développement rural » que les États-Unis ont activement réalisé au Laos au cours de ces dernières années par le truchement de l'aide économique et technique.

Tout en employant des phrases démagogiques telles que « améliorer les conditions de vie de la population rurale », « développer des services combinés pour répondre aux besoins prioritaires dans le domaine de l'enseignement et de la santé et améliorer la production et la distribution dans les groupes de villages existants », etc., le Département d'État américain ne cache pas que ce programme s'inscrit « dans le contexte de nos objectifs stratégiques plus vastes dans l'Asie du Sud-Est », et vise à soutenir les efforts du gouvernement Souvanna Phouma (le régime fantoche de Vientiane) pour « résister à l'agression du Pathet Lao » .

Pour réaliser ce programme, les États-Unis ont dépensé 2 millions et demi de dollars en 1960, plus de 4 millions en 1964 et plus de 6 millions en 1965, soit entre 1/10 et 1/6 du montant annuel de l'aide

économique et technique US au Laos.

Les services d'aide américains (l'U.S.O.M., puis sa variante actuelle, l'U.S.A.I.D) sont directement responsables de ce programme. Par ailleurs, pour parfaire le maquillage, les États-Unis ont entraîné un certain nombre d'organismes internationaux d'obédience américaine en activité au Laos à participer à ce programme, tels que l'U.N.E.S.C.O. (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation), la F.A.O. (Food and Agriculture Organisation), l'O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé) de l'O.N.U.

A l'heure actuelle, l'U.S.A.I.D. dispose d'une « direction de développement rural » dirigée par deux vice-directeurs, et un « service international de volontaires pour le développement rural » (International Voluntary Service for Rural Development), une variante du « Corps de la Paix ». Des experts américains en matière de « développement rural » ont été postés dans des dizaines de chefs-lieux de province, de municipalités, de chefs-lieux de district et de villages des régions sous contrôle du régime pro-américain pour superviser directement la réalisation de ce programme, et aussi pour se livrer à des activités d'espionnage et créer des bases politiques. Les États-Unis se sont aussi servis à cette fin d'experts philippins opérant sous le couvert d'une organisation privée dite « opération de fraternité », ainsi que d'experts de nationalité japonaise et autre.

Sous la direction d'experts américains, les services de développement rural du régime pro-américain ont été progressivement renforcés de façon systématique, de l'échelon central aux échelons de province et de district. Le « Service de l'Action civique » créé en 1955 est devenu la « Direction des Affaires rurales » en 1957 et le « Ministère des Affaires rurales » en 1959. Un certain nombre de policiers et de soldats de l'armée fantoche ont été choisis pour être entraînés par les experts américains ou envoyés en stage en Thaïlande, puis dirigés sur les régions rurales au Laos avec pour mission à la fois de s'occuper du développement rural et de se livrer à des activités d'espionnage, d'organiser et de commander les milices régionales.

Le « programme de développement rural » qui, se réclame du slogan « pour le progrès des régions rurales », est une manifestation extrêmement subtile du néo-colonialisme américain dans la lutte pour gagner du terrain et la population dans les vastes régions rurales du Laos.

Le point essentiel du « programme de développement rural » c'est le plan d'édification des « villages d'union », des « zones de développement rural » et des « centres de réfugiés » (la majeure partie des « centres de réfugiés » sont établis dans les régions peuplées de minorité Lao). Le « Proposed mutual defence and development program for 1966 » du Département d'État américain a précisé que « les efforts pour le développement rural ont été concentrés sur des groupes de villages choisis dans des régions stratégiques ». Ce qui revient à dire que les « villages choisis » sont considérés par les Américains comme ayant une valeur stratégique déterminée et que les objectifs U.S. sont bien autre chose que des « efforts pour le développement rural » comme ils le prétendent.

Mettant à profit les expériences recueillies dans la création des « zones de prospérité » et des « hameaux stratégiques » au Sud-Vietnam et des « zones de développement rural » en Thaïlande, les États-Unis sont en train de réaliser progressivement au Laos un vaste plan de concentration de la population. Dans une dépêche du 8 novembre 1965, l'U.P.I. a dit sans ambages que « le Laos imitant le Sud-Vietnam - son voisin - a créé des villages de concentration du type des 7.000 hameaux stratégiques vietnamiens ».

Les « villages d'union », les « zones de développement rural » et les « centres de réfugiés » au Laos sont en réalité des « hameaux stratégiques » sans barbelés, des « hameaux stratégiques » de modèle Lao. Tels sont les objectifs non avoués, les objectifs essentiels des États-Unis. Aussi le « programme de développement rural » n'est-il autre chose qu'un programme de pacification adapté aux réalités du Laos.

S'appuyant sur leur grand potentiel économique, les États-Unis ont jeté des appâts matériels susceptibles d'être, suivant leur expression, plus « séduisants ». Il s'agit d'un certain nombre de puits, de dispensaires, d'écoles, de chemins vicinaux, de petits barrages... construits en partie avec des crédits américains et principalement avec le travail forcé des habitants. C'est aussi une certaine quantité d'articles de consommation invendus U.S. ainsi que de nouveaux magasins dans les « zones de développement rural » et dans les « centres de réfugiés », etc.

Avec tout cela, les États-Unis s'efforcent de doter les régions rurales d'un « nouvel aspect », uniquement de façade, pour gagner la population.

Cependant, les « efforts pour le développement rural » ne sont que des mesures de supercherie nullement susceptibles de résoudre les problèmes économiques et sociaux urgents dans les régions rurales sous contrôle du régime pro-américain, alors que subsistent encore l'appareil administratif des notables et les formes d'oppression politique et d'exploitation économique, et qu'aucun changement fondamental n'est intervenu dans le mode de production.

Ils ne font qu'apporter de nouveaux privilèges à une certaine couche rurale permettant à celle-ci de pressurer davantage la grande majorité de la population. Ils créent une façade de prospérité factice dans les « zones de développement rural » ; dans une certaine mesure, ils peuvent éblouir un certain nombre de personnes à la campagne qui n'arrivent pas à réaliser entièrement la supercherie des États-Unis et de leurs agents.

Vis-à-vis des régions où le mouvement patriotique a connu un vigoureux essor et vis-à-vis des régions limitrophes de la zone libérée, les impérialistes américains et leurs agents n'ont pas pour autant renoncé aux mesures de contrainte et de violence qui leur sont coutumières.

Appliquant les méthodes de la « guerre psychologique », ils cherchent

à faire peur aux gens qui refusent de s'installer dans les « zones de développement rural » en menaçant de faire bombarder leurs villages en cas de « pénétration du Pathet Lao ». En fait, les bombardements américains qui ont dévasté des centres peuplés ont aussi pour but d'acculer la population à une situation précaire et de l'obliger ainsi à rejoindre les « zones de développement rural » et les « centres de réfugiés » et à vivre des aumônes américaines.

Par ailleurs, des bandits et des commandos se livrent à des activités de terrorisme et de sape pour créer un climat d'insécurité qui pousserait la population vers les « zones de développement rural » et les « centres de réfugiés » en quête de tranquillité. L'armée fantoche a aussi été mise à contribution pour lancer des opérations de ratissage et de concentration et, dans un certain nombre de régions peuplées de minorité Meo, elle en est même venue à faire embarquer de force les habitants à bord d'avions à destination des « centres de réfugiés ».

La création des « villages d'union », des « zones de développement rural » et des « centres de réfugiés » se déroule ainsi : on choisit un village dans une région étroitement contrôlée ; on y concentre les habitants des villages environnants ou bien on élargit progressivement les périphéries. L'envergure des « zones de développement rural » et des « centres de réfugiés » augmente avec l'étendue de la région sous contrôle des autorités fantoches locales.

Dans ces camps de concentration camouflés, les habitants sont non seulement enserrés dans le filet invisible du dollar, mais encore empoisonnés par les thèmes de la « guerre psychologique » et placés sous l'emprise d'un appareil de violence comprenant l'organisation administrative des notables, la police, les agents secrets, la milice, les groupes de bandits et de commandos et, en maints endroits, tout un réseau de postes, de points d'appui, de terrains d'aviation et de dépôts militaires. Des armes ont été remises aux habitants forcés de les recevoir ; des unités de milice ont été mises sur pied et sont peu à peu devenues des nids de réactionnaires armés.

Des groupes de bandits et de commandos en activité dans les périphéries des « zones de développement rural » et des « centres de réfugiés » mettent les habitants sous leur coupe. Dans de telles conditions, les habitants desdits « zones » et « centres », bien que ne vivant pas derrière des barbelés, sont soumis à de sérieuses entraves : activités quotidiennes et déplacements strictement contrôlés et lourde oppression morale.

Parlant des « réalisations » de la « zone de développement rural » de Kengkok (Savannakhet), lors d'une session tenue au début de cette année par l' « Assemblée Nationale » du régime fantoche de Vientiane, un « député » a révélé que, si l'on y a construit 4 – 5 dispensaires, l'on a pu également y créer 2 postes de police et un groupe de milice. Dans une dépêche du 8 novembre 1964, l'U.P.I. a aussi reconnu qu' « à côté de chaque village de concentration se trouve une caserne de l'armée de la droite ». Il est clair que derrière le dollar pointe le fusil.

Les « villages d'union », les « zones de développement rural » et les « centres de réfugiés » constituent un exemple typique de l'utilisation combinée de manoeuvres économiques et politiques, de méthodes de la « guerre psychologique » et de la violence du néo- colonialisme américain, lequel vise à se gagner la population, à la mettre sous son contrôle et à la dissocier du mouvement de lutte patriotique.

A l'heure actuelle, près de 130.000 habitants ont été concentrés dans 11 « zones de développement rural » dans les provinces de Luang Prabang, de Sayaboury, de Vientiane, de Borikhane, de Savannakhet, de Champassak, de Wapikamthong et d'Attopeu et environ 300.000 autres, en majeure partie de nationalité Meo, sont enfermés dans des « centres de réfugiés » disséminés dans les régions du Haut-Laos habitées par les minorités nationales et troublées par les activités des bandits et commandos. Il y a des « zones de développement rural » assez importantes qui englobent plus de 200 villages avec une population atteignant 60.000 habitants comme celle de Wapikhamthong.

Ainsi, un vaste réseau de camps de concentration est en train d'être établi dans la zone sous contrôle de l'administration pro-américaine enfermant des centaines de milliers de personnes derrière des barrières de barbelés invisibles.

L'établissement de « zones de développement rural » et de « centres de réfugiés » est considéré par les fantoches comme une grande politique et a fait l'objet de débats aux récentes sessions de leur « Assemblée Nationale ».

En vue de faire de la publicité pour le « programme de développement rural » et d'en accélérer la réalisation, des personnalités dirigeantes de l'administration pro-américaine, l'Ambassadeur des États-Unis et des représentants de l'U.S.A.I.D. à Vientiane sont allés en tournée dans les « zones de développement rural » et dans les « centres de réfugiés ». Les services américains au Laos ont monté la farce des cérémonies d'inauguration et de passation à l'administration fantoche des ouvrages construits dans lesdits « zones » et « centres ».

En mars 1965, l'U.S.A.I.D. décida d'allouer des crédits permettant aux chefs de province de l'administration pro-américaine de visiter à tour de rôle les « zones de développement rural » en Thaïlande aux fins d'étude des expériences thaïlandaises. En fait, les États-Unis ont entièrement pris en main la direction des travaux d'établissement des « zones de développement » et des « centres de réfugiés ». Leurs plans prévoient la création, dans la période à venir, de nouvelles « zones de développement rural » et le développement de grandes « zones » comme celles de Wapikhamthong, pour en faire des « provinces de développement rural ».

Il est hors de doute que, dans le cadre des « objectifs stratégiques généraux » des États-Unis dans l'Asie du Sud-Est, les « zones de développement rural » et les « centres de réfugiés » et, d'une façon plus générale, le « programme de développement rural » constituent une très grande manœuvre de pacification que les impérialistes

américains mettent activement à exécution pour gagner du terrain dans les vastes régions rurales du Laos pour en faire une base d'appui et une source de ravitaillement en hommes et en matériel pour leur «guerre spéciale».

4. LA POLITIQUE DE DIVISION DES GROUPES ETHNIQUES

Le Laos qui a une population de trois millions d'habitants, compte néanmoins plus de 60 ethnies et tribus ; la nationalité majoritaire est celle des Lao-Thai qui vit en agglomérations relativement denses dans les régions de plaine et possède un niveau social, économique et culturel assez élevé.

Les minorités ethniques vivent dispersées et entremêlées dans les régions montagneuses, sur les hauts plateaux et dans les régions frontalières, lesquels sont en général des zones importantes. Leur niveau social, économique et culturel est, d'une façon générale, peu élevé. Certaines ethnies gardent encore, dans une grande mesure, leur caractère tribal ; l'esprit de tribu et de clan est plus accusé que l'esprit national.

Une question qui peut être considérée comme vitale pour les minorités ethniques est celle de l'approvisionnement en sel, en étoffes et en instruments agricoles, articles de première nécessité qui doivent être amenés de la plaine. Pour certaines minorités telles que les Meo, les Yao..., il y a aussi la question de l'opium - leur production principale - dont le principal débouché est la plaine.

Ainsi au Laos, depuis tant de générations et actuellement dans la zone sous contrôle de l'administration pro-américaine, une grande inégalité politique et économique existe entre les différentes ethnies.

Du temps de leur domination, les colonialistes français ont déjà mis à profit un tel état de choses pour aviver les dissensions entre les

diverses ethnies, en exécution de leur politique traditionnelle « diviser pour régner ». Ils se sont particulièrement attachés à se gagner les Meo, une ethnie vivant assez concentrée dans le Haut-Laos, surtout dans la région stratégique de Xiengkhouang. Ils disaient souvent : quiconque tient en main les Meo au Laos contrôle Xiengkhouang, et qui contrôle Xiengkhouang contrôle toute l'Indochine du Nord.

Profitant de l'esprit chevaleresque des Meo, de leur fierté guerrière, de leur esprit de clan, de leur vénération pour les chefs de tribu et de clan, et tenant la clef de la question de « l'opium, du sel et des étoffes », les colonialistes français se sont employés à soudoyer et à se gagner un certain nombre de grands chefs de tribu et de clan tels que Toubi Lyphoung ; ils ont institué un régime spécial pour les Meo de Xiengkhouang, armé une partie de la population locale et organisé des groupes de bandits - commandos Meo pour harceler et détruire le mouvement de résistance. Après le retrait français du Laos, les effets de cette politique vis-à-vis des minorités ethniques ont continué à se faire sentir ; des groupes de bandits-commandos Meo ont continué leurs activités clandestines.

Les traits précités font ressortir clairement la complexité du problème des nationalités au Laos.

Une importante politique à long terme du néo-colonialisme américain dans ses menées d'asservissement des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine consiste à semer la division entre les nationalités, à établir des bases politiques et armées réactionnaires dans les régions peuplées de minorités pour combattre les mouvements de libération nationale. Ayant supplanté les colonialistes français au Laos, les impérialistes américains ont aussi réalisé l'importance de la question des nationalités, en particulier celle des Meo. Ces questions ont de longue date constitué un sujet d'étude pour les services spécialisés U.S.

Les impérialistes américains ont exploité à fond la complexité de la question des nationalités au Laos dans leurs efforts pour poursuivre et

promouvoir leur politique de division. Par des manœuvres néo-colonialistes perfides et machiavéliques, ils ont rassemblé et rétabli les bases politiques et armées réactionnaires laissées par les Français dans les régions peuplées de minorités. Ils se sont employés à mettre sur pied et à développer des «Forces Spéciales» recrutées parmi les minorités pour combattre le mouvement de lutte anti-U.S. du peuple Lao, et à faire de ces forces un appui pour leur «guerre spéciale», un instrument au service de leurs visées d'agression à long terme. C'est là une des principales politiques du néo-colonialisme américain au Laos.

En exécution de cette politique, les impérialistes américains ont fait une application combinée de certaines grandes mesures.

Premièrement, par l'octroi de privilèges politiques et économiques, ils ont cherché à se gagner certains chefs de tribu et de clan dans les régions peuplées de minorités - notamment dans les régions peuplées de Meo - et se sont appuyés sur eux pour édifier et consolider les administrations fantoches locales.

Ces chefs de tribu et de clan sont généralement des dirigeants des administrations locales, placés par les impérialistes américains au commandement des unités de milice et de commandos des échelons correspondants ; dans de nombreux cas, des chefs de tribu et de clan, commandants de milice et de commandos sont placés à la tête des échelons administratifs correspondants.

De cette façon, les impérialistes américains ont militarisé la machine administrative fantoches qu'ils avaient mise sur pied dans certaines régions peuplées de minorités sous l'emprise des bandits - commandos. Et les chefs de tribu et de clan, dans ces régions, ayant concentré entre leurs mains tous les pouvoirs spirituels, politiques et militaires, deviennent des gens jouissant d'une autorité absolue vis-à-vis de la population locale.

A l'heure actuelle, les impérialistes américains s'attachent particulièrement à soutenir et à utiliser Vang Pao. De simple sous-

lieutenant de l'armée fantoche à la solde des colonialistes français en 1954, Vang Pao a été récemment promu général et nommé commandant de la 2e région militaire de l'armée fantoche pro-américaine.

En fait, sous les ordres directs des Américains, il dirige toutes les forces de bandits-commandos et le réseau administratif fantoche dans toutes les régions peuplées de Meo sous l'emprise des bandits - commandos dans le Haut-Laos. Relevant en apparence de l'administration de Vientiane et de l'armée fantoche proaméricaine, l'administration et les forces de Vang Pao sont, en réalité, indépendantes de l'administration centrale fantoche. Il s'est ainsi graduellement formé un régime autonome. Vang Pao s'est vu donner par les impérialistes américains le droit de nommer et de muter les commandants de bandits-commandos et les fonctionnaires fantoches des régions en question.

Deuxièmement, les impérialistes américains ont concentré leurs efforts sur l'édification des forces de bandits-commandos recrutées parmi les minorités ethniques et relevant des « Forces Spéciales ». Avec au départ les groupes de bandits-commandos laissés par les colonialistes français, ils ont mis sur pied une grande force de bandits - commandos, composée en majeure partie de Meo du Haut-Laos.

Récemment, ils ont installé d'autres groupes dans d'autres régions peuplées de minorités dans le Moyen et le Bas-Laos. A la fin de 1965, ces forces comptaient déjà près de 20.000 hommes. Bien que faisant en principe partie de l'armée fantoche pro-américaine au Laos, elles relèvent en réalité des « Forces Spéciales » directement équipées, entraînées et commandées par les Américains.

Les impérialistes américains ont organisé des « zones » et des « groupements » de bandits - commandos. Chaque « zone » comprend de 1 à 3 unités de l'ordre du bataillon qui se livrent à des raids de bandits-commandos, et est dotée d'un centre d'entraînement à la charge d'experts américains et thaïlandais. Chaque « groupement » possède

des bases de bandits-commandos avec des unités de l'ordre de la compagnie ou de la section et des unités dites d'« auto-défense de choc ».

Les bandits - commandos dans le Haut-Laos sont principalement des Meo sous l'autorité de Vang Pao. Des unités dites «unités spéciales de guérilla» (Special Guerilla Units) ont été constituées. Les plans américains prévoient la formation à partir de ces unités spéciales d'un «Groupement Meo» en tant que formation à part.

Dans le Moyen et le Bas-Laos, les impérialistes américains ont organisé des unités et des groupes de « commandos spéciaux ». En dehors des unités de bandits-commandos locaux, ils ont introduit des groupes de « commandos spéciaux » thaïlandais et sudvietnamiens relevant de leurs « Forces Spéciales » en Thaïlande et au Sud-Vietnam.

Des milliers de chefs des forces précitées et de commandos spécialisés dans le sabotage ont été envoyés pour effectuer des stages de perfectionnement dans les centres d'entraînement de commandos en Thaïlande ; certains chefs supérieurs de bandits commandos ont été envoyés pour instruction complémentaire aux États-Unis, au Japon, etc.

Des experts américains et thaïlandais en matière d'activités de bandits-commandos, opérant en groupes séparés ou en groupes mixtes, dirigés par des officiers supérieurs ou subalternes américains et thaïlandais, ont été attachés aux P.C. et aux centres d'entraînement de bandits-commandos pour prendre directement en main le commandement et l'instruction des forces de bandits - commandos au Laos.

D'après les dépositions du pilote américain E. B. Brace et du commando thaïlandais Pasa Han Namy, capturés le 21 mai 1965 à Bouom Lao (Ouest de Luang Prabang) par les forces armées patriotiques Lao, les groupes d'experts américains et thaïlandais en matière de commandos opérant au Laos sont en liaison étroite avec ceux qui opèrent en Thaïlande et relèvent d'un Commandement spécial

U.S. installé à Udorn (Thaïlande).

Les impérialistes américains se sont servis de ces forces de bandits-commandos pour entreprendre des activités d'espionnage, de sabotage et de harcèlement, pour guider les bombardements des forces aériennes U.S. et fantoches, et pour lancer des raids de coordination avec les attaques d'empiètement des forces régulières fantoches pro-américaines contre la zone libérée. Ils attachent une grande importance à ces activités de bandits-commandos dans leur lutte contre les forces patriotiques et leurs menées de sappe contre la zone libérée.

Troisièmement, les impérialistes U.S. ont créé des camps de concentration de minorités ethniques baptisés « centres de réfugiés ». Comme les « zones de développement rural », les « centres de réfugiés » entrent dans le cadre du grand plan de concentration de la population que poursuivent les impérialistes américains et leurs agents. Néanmoins, ils constituent la forme que ces derniers appliquent dans les régions peuplées de minorités – principalement celles des Meo. Cette forme a été utilisée depuis de longues années parallèlement à l'édification des forces de bandits-commandos dans les régions des minorités ethniques.

L'établissement d'un « centre de réfugiés » commence toujours par la concentration des familles des bandits-commandos dans une région donnée ; ce centre est ensuite élargi pour englober les localités avoisinantes sous l'emprise des bandits-commandos. Le ravitaillement en est assuré par les Américains eux-mêmes. De cette façon, la population des « centres de réfugiés » se voit non seulement soumise aux liens familiaux et tribaux, mais encore à de nouveaux liens économiques du fait de sa dépendance à l'égard des fournitures U.S.

Les impérialistes américains ont attaché une grande importance à l'établissement des « centres de réfugiés » dans les régions-clefs peuplées de minorités. Il existe des centres où sont concentrés plusieurs milliers, voire plusieurs dizaines de milliers de personnes

comme ceux de Long Cheng-Sam thong (limites sud-occidentales de Xiengkhouang), de Muong Meung (Nord de Houeissai), de Muong Phieng (Sayaboury), de Houei Kong (Attopeu), etc. Les « 150.000 réfugiés originaires des tribus » dont l' U.P.I. fait état le 20 juin 1965 ne sont que des Meo concentrés dans les « centres de réfugiés ».

Dans les grands « centres de réfugiés », les impérialistes américains ont installé des P.C. de bandits-commandos. Ils ont fait des « centres de réfugiés » des bases politiques et des sources de recrutement des forces de bandits-commandos. La région de Long Cheng, Q.G. du général Vang Pao, a été érigée au rang d'une « capitale » des Meo dans le cadre de la politique U.S. de division entre les différentes ethnies. Des dirigeants de l'administration de Vientiane y ont effectué des visites. Des casernements, des dépôts, des aérodromes, des routes et même des hôpitaux dirigés par des médecins américains y ont été construits à l'intention des forces de bandits-commandos. La région est ainsi devenue un centre de commandement de ces forces.

Par un système de ponts aériens entre la Thaïlande et le Laos, dont se chargent les services de logistique U.S. en Thaïlande, les impérialistes américains ont directement pris en main le ravitaillement des forces de bandits-commandos et, d'une façon plus générale, celui des « centres de réfugiés ».

Le Mémoire du 29 janvier 1963 de l'U.S.I.S. à Vientiane a révélé que l'U.S.A.I.D. fournit mensuellement par voie aérienne aux soi-disant « réfugiés » environ 1.500 tonnes de marchandises (naturellement, ce chiffre est encore bien au-dessous de la réalité; en fait, la majeure partie des marchandises en question se composent d'armes et de munitions fournies aux bandits-commandos). The Reporter, un journal américain, a révélé dans son numéro du 15 avril 1965 que la C.I.A. s'est servie de l'Air America pour « ravitailler en vivres, en médicaments et en armes les groupes de commandos des tribus de la partie pro-américaine au Laos », et que l'Air America et deux compagnies auxiliaires utilisent à ces fins plus de 200 aérodromes en Thaïlande et au Laos. Selon une dépêche de l'A.P. du

20 juin 1965, «chaque année, le gouvernement des États-Unis a versé près de 20 millions de dollars pour louer une flottille de 35 avions pilotés par des Américains pour assurer ce ravitaillement», et « cette somme représente plus de 20% des dépenses actuelles des États-Unis au Laos ». Ce ne sont là que des statistiques publiées qui, bien entendu, ne tiennent pas compte des dépenses au titre des armes et des munitions fournies aux bandits - commandos.

Pour l'édification des forces de bandits - commandos aussi bien que pour l'établissement des «centres de réfugiés», les impérialistes américains ont mis à profit l'autorité des chefs de tribu et de clan auprès de la population, et combiné étroitement les mesures de contrainte avec les procédés de la «guerre psychologique», la duperie politique, la corruption et la superstition, soigneusement étudiés et adaptés à la psychologie, aux coutumes, aux croyances et aux particularités de la vie économique des minorités ethniques.

Les impérialistes américains ont attaché une attention spéciale aux procédés de corruption. Ils ont réservé un traitement privilégié aux bandits-commandos Meo, leur paient des soldes plus élevées qu'aux soldats Lao de l'armée fantoche. En outre, ils ont fourni des vivres et des vêtements à leurs familles. En dehors des équipements militaires, chaque bandit-commando reçoit des bijoux et de beaux costumes nationaux. Les commandants Meo se voient accorder plus de facilités que les officiers Lao de l'armée fantoche dans les déplacements par avions U.S.

Profitant des difficultés rencontrées par les minorités ethniques dans leur vie économique, les impérialistes américains se chargent eux-mêmes de pourvoir aux besoins matériels des habitants des « centres de réfugiés », en vivres et articles de consommation courante... Ils sont même allés jusqu'à parachuter sur les « centres de réfugiés » des bijoux et des étoffes aux couleurs voyantes répondant aux goûts des minorités ethniques. Néanmoins, la population continue de manquer d'outils de production indispensables. Dépendant totalement des fournitures U.S. les habitants sont graduellement amenés à abandonner

le travail de production. Contraints de s'installer définitivement dans les «centres de réfugiés » et de vivre des aumônes américaines ; en fin de compte, ils ne peuvent manquer de s'engager dans la voie du banditisme pour le compte des États-Unis.

Bref, les impérialistes américains se sont employés à promouvoir la politique de division entre les différentes ethnies, à conquérir du terrain, à gagner les minorités ethniques et à édifier des « Forces Spéciales » au double caractère politique et militaire, recrutées parmi les minorités-notamment parmi les Meo - et appelées à servir d'appui à leur « guerre spéciale » et d'instrument de leur néo-colonialisme au Laos. L'établissement graduel d'un système administratif en quelque sorte autonome dans les régions peuplées de Meo avec le concours de certains chefs de tribu et de clan gagnés à leur cause, l'édification de « Forces Spéciales » recrutées dans cette ethnie et directement placées sous leur commandement, la création de « centres de réfugiés » - forme de concentration de la population dans les régions peuplées de Meo - tels sont les prémisses de la formation d'une « principauté Meo », plan politique perfide poursuivi par les États-Unis.

La création d'une « principauté Meo » revêt en effet une grande importance stratégique aux yeux des Américains : elle leur permet non seulement de diviser la Nation Lao et de combattre le mouvement patriotique du peuple Lao, mais aussi de promouvoir leurs visées d'agression à long terme au Laos et dans le reste de l'Indochine.

Dans leurs menées d'asservissement du peuple Lao, les États-Unis se sont heurtés, en dépit de leurs fiévreuses manoeuvres de division à une forte union militante des ethnies soeurs au Laos. Toutes les minorités ethniques Lao et en particulier les Meo, possèdent une longue tradition de lutte indomptable contre l'oppression colonialiste et impérialiste. Dans le passé, il y a eu de vaillants mouvements de lutte contre les colonialistes français, se prolongeant pendant des dizaines d'années, comme les mouvements de Patchay et de Kommadam (leader de nationalité Meo au Haut-Laos et leader de nationalité Laven au Bas-Laos).

Depuis 1945, les minorités ont grandement contribué à la victoire du peuple Lao dans sa guerre de résistance de neuf ans contre les colonialistes français et au cours des douze dernières années de lutte patriotique contre les agresseurs américains. Dans la zone libérée où l'égalité entre ethnies est garantie et où le niveau de vie s'élève graduellement, les ethnies soeurs marchent la main dans la main dans le combat et dans la production, telles des membres d'une même famille.

Quelque perfides qu'ils soient, les impérialistes américains ne peuvent cacher la supercherie et la cruauté de leurs manœuvres militaires et politiques vis-à-vis des minorités ethniques. Cela a éveillé chaque jour davantage la conscience des populations enfermées dans les « centres de réfugiés » et des égarés qui s'étaient faits bandits-commandos. De nombreux groupes de bandits - commandos Meo sont retournés avec armes et bagages dans les rangs du peuple. De nombreuses familles ont lutté pour exiger leur droit de quitter les « centres de réfugiés » et de rentrer dans leurs anciens villages. Cette situation est appelée à se développer avec l'accentuation des cruelles manœuvres des impérialistes américains. La lutte sans cesse plus vigoureuse des minorités ethniques infligera à coup sûr un échec total aux sombres menées U.S.